

LA CHRONIQUE DU CEPED

Centre français sur la population et le développement

ISSN 1157-4186

Juillet-Septembre 2001, n° 42

FAMILLE ET SCOLARISATION EN AFRIQUE

"L'Éducation pour tous" en Afrique demeure un objectif lointain pour nombre de pays africains. Pourtant, les discours et les politiques ne manquent pas d'afficher le caractère prioritaire de l'éducation, présentée à juste titre comme un facteur-clé du changement démographique, économique et social. Si le développement de l'offre scolaire est évidemment nécessaire pour accroître la scolarisation, la réalité montre qu'elle n'en constitue pas une condition suffisante. Mieux comprendre les relations entre famille et scolarisation, ainsi que les ressorts de la "demande d'éducation", s'avère indispensable. Les recherches menées dans ce domaine, bien que récentes, apportent des éclairages précieux.

En 1990, à Jomtien, la communauté internationale s'était donné pour objectif d'atteindre "l'Éducation pour tous" en l'an 2000. Des engagements ont été pris, des politiques définies ; des plans décennaux de développement de l'éducation de base ont été mis en place, ou sont sur le point de l'être ; des actions spécifiques ont été menées pour améliorer la scolarisation des filles. Des efforts certains ont été consentis pour accroître l'offre scolaire.

En ce qui concerne l'Afrique, le "Forum mondial sur l'éducation", tenu à Dakar en l'an 2000, dresse un bilan global très mitigé. Certes des progrès ont été réalisés, mais la plupart des pays sont encore loin de scolariser tous les enfants en âge de l'être ; la parité entre les sexes n'a que faiblement progressé. Pour l'Afrique subsaharienne, les taux bruts de scolarisation dans le primaire sont passés de 80,9 % pour les garçons et 64,8 % pour les filles en 1990, à respectivement 83,3 % et 67,1 % en 1999.

L'importance et les limites de la politique de l'offre

Construire des écoles est évidemment nécessaire, mais l'expérience montre aussi que ce n'est pas une condition suffisante pour augmenter la scolarisation. Les exemples sont nombreux d'écoles, plutôt situées en milieu rural, qui sont en manque d'élèves...

Cette situation paradoxale met en question le caractère prioritaire de l'éducation affiché par nombre de

gouvernements. À juste titre présentée comme le facteur-clé du changement démographique, économique et social, l'éducation se voit attribuer des finalités "tous azimuts", l'école se trouve véritablement instrumentalisée ; l'implication des pays du Nord et des institutions internationales est croissante dans la définition des politiques éducatives, et dans le financement de l'éducation. Pour autant, les efforts soi-disant consentis sont-ils réellement à la hauteur des enjeux ? Une vision essentiellement économique (et libérale) conduit à un désengagement croissant de l'État du "secteur éducatif". De plus en plus dépendante de l'extérieur, l'éducation en Afrique semble de moins en moins s'inscrire dans un véritable projet de société, à même de définitivement "instituer" l'école.

Cette remarque, fondamentale, étant faite, le paradoxe évoqué plus haut amène aussi à s'interroger sur les relations entre famille et scolarisation. Définies dans une vision centrée sur l'offre, les politiques scolaires ignorent largement ce qui se passe au niveau des familles, en termes de représentations, de contraintes, de logiques ou de stratégies. Un intérêt bien faible est porté à la "demande" d'éducation, définie comme étant le produit d'un ensemble de facteurs (scolaires, économiques, sociaux, démographiques, politiques, religieux, culturels) que les individus et les groupes prennent en compte, directement ou indirectement, consciemment ou non, dans leurs pratiques de

scolarisation ; or ces facteurs conditionnent la mise à l'école, l'itinéraire scolaire et la durée de la scolarité.

Un intérêt récent et ciblé pour la "demande d'éducation"

L'intérêt des chercheurs en ce domaine est récent lui aussi, étant généralement porté sur l'étude des politiques et des systèmes éducatifs en eux-mêmes, à travers l'analyse des réformes scolaires, du rendement interne des systèmes, des dimensions pédagogiques (évaluation de niveau, qualité des enseignants, etc.), et en termes économiques : coût financier pour les États, adéquation entre éducation et emploi, marché du travail, etc. C'est principalement sous cet angle qu'a été étudiée la "crise" des systèmes éducatifs au cours des dernières années.

L'examen de la littérature révèle que l'accroissement des recherches consacrées à la demande d'éducation, observé depuis une dizaine d'années, est en grande partie dû aux préoccupations liées à la persistance d'une sous-scolarisation des filles. Mais il convient de souligner que, pour nombre d'acteurs internationaux, l'amélioration de la scolarisation des filles procède davantage d'une vision utilitariste – sachant que les filles d'aujourd'hui seront les femmes, les mères de demain –, que d'une question éthique posée en termes de droit fondamental à l'éducation, qui implique de réduire les inégalités.

Aussi importante et préoccupante soit-elle, par delà les instrumentalisation dont elle fait l'objet, la sous-scolarisation des filles n'est qu'un aspect des différences de scolarisation intra et inter-familiales. Encore faudrait-il davantage documenter, mieux comprendre tous les facteurs qui influent sur la scolarisation des filles ; sans doute aller au-delà de la seule mise en avant des "obstacles socioculturels", qui peuvent apparaître comme une sorte de "boîte noire". Et, dans la mesure où seulement une partie des filles sont scolarisées, ce qui est le cas de loin le plus fréquent, pour quelles raisons telle fille est envoyée à l'école et non telle autre ? La même interrogation vaut aussi pour les garçons. Pour les deux sexes, se pose la question du rôle joué par le rang de naissance dans les différences de scolarisation au sein des familles. Cet élément renvoie à l'importance de la dimension dynamique, temporelle, du processus de scolarisation : ainsi, le facteur financier peut intervenir différemment au cours du temps en fonction de la situation économique conjoncturelle de la famille ; il en est de même de la représentation, des attentes vis-à-vis de l'école et de l'offre scolaire (qui peut sensiblement évoluer au cours de la constitution de la descendance des familles). En d'autres termes, le contexte global de scolarisation n'est pas le même pour tous les enfants d'une même famille.

Au-delà du constat général d'une sous-scolarisation rurale et féminine, on sait en fait encore peu de choses sur les pratiques scolaires des familles : quel(s) enfant(s) scolarise-t-on ou non au sein des ménages ? Comment agissent des facteurs tels que le statut familial des enfants, les caractéristiques des chefs de ménage, la structure des ménages, leurs conditions

d'habitat, le besoin de main-d'œuvre à des fins domestiques et productives ? Quelle est l'importance réelle de la contrainte financière au niveau des familles ? Etc.

Sans, encore une fois, occulter le rôle premier de l'État dans le processus de scolarisation, mieux comprendre les facteurs influant sur les pratiques familiales de scolarisation s'avère assurément indispensable.

Comment accroître la connaissance en ce domaine ? À côté de la nécessaire réalisation d'enquêtes, tant quantitatives que qualitatives, une autre voie, non exclusive de la précédente, réside dans une analyse appropriée des sources de données existantes.

Famille et scolarisation en Afrique : un réseau de recherche

Un état des lieux révèle que 1) les statistiques administratives scolaires sont, de par leur nature, inadaptées pour étudier la demande d'éducation ; 2) les recensements et enquêtes (dont la plupart n'ont pas pour objet l'étude de la scolarisation, mais recueillent des informations s'y référant) recèlent des potentialités d'analyse importantes, mais encore largement ignorées, tant des chercheurs que des intervenants en matière d'éducation (ministères, partenaires techniques et financiers).

La mise en commun de ces observations par un groupe de chercheurs, de statisticiens et de planificateurs de l'éducation a conduit à la mise en place, au sein de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA), d'un réseau thématique de recherche intitulé FASAF "Famille et scolarisation en Afrique", coordonné institutionnellement par l'Unité d'enseignement et de recherche en démographie (UERD), de l'Université de Ouagadougou.

En promouvant l'analyse secondaire des données de recensements et d'enquêtes déjà réalisés, le réseau FASAF cherche à renouveler l'approche scientifique de la demande d'éducation, à améliorer la collecte des informations relatives à l'éducation, à renforcer les capacités nationales de recherche, et à œuvrer pour une collaboration plus étroite entre les institutions de recherche et les services nationaux de la Statistique et de l'Éducation.

Le réseau regroupe actuellement des chercheurs, statisticiens et planificateurs de l'éducation issus de neuf pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Niger, République démocratique du Congo, Togo), ainsi que des chercheurs du Nord (France, Canada, États-Unis) et collabore avec l'Institut des Statistiques de l'UNESCO.

Ont ainsi été mises en lumière des différences de scolarisation selon le statut familial des enfants, le sexe du chef de ménage, la religion, le niveau d'instruction, l'ethnie, la structure démo-économique des ménages, les conditions d'habitat, etc. L'impact des problèmes de santé sur la mise à l'école et le déroulement de la scolarité demeure cependant insuffisamment documenté.

Le triptyque école-travail-confiage...

Souvent en "compétition" avec l'école, le travail des enfants peut être requis à des fins domestiques, productives et/ou commerciales, selon une intensité et des modalités qui varient aussi en fonction de la composition démographique des ménages à un moment donné et qui implique différemment les enfants selon leur sexe et leur statut familial. Le triptyque école-travail-confiage (des enfants) constitue assurément un élément-clé des processus de scolarisation en Afrique, dont il convient de mieux connaître les logiques et les mécanismes à l'œuvre. Cela apparaît d'autant plus important que sur fond de crise économique, le confiage d'enfants, surtout en direction des villes, est souvent plus proche du transfert de main-d'œuvre (allant parfois jusqu'à l'exploitation) que d'une pratique de socialisation et/ou de scolarisation. La situation la plus problématique est celle des jeunes filles rurales confiées à des familles urbaines, non pas pour aller à l'école, mais pour "aider" et, partant, permettre à d'autres enfants d'être scolarisés.

Les femmes plus favorables à la scolarisation

Plusieurs études, réalisées à partir des enquêtes démographiques et de santé (EDS), montrent que les enfants, et notamment les filles, sont mieux scolarisés quand le chef de ménage est une femme (voir figure ci-dessus). Ce résultat est d'autant plus important que l'on sait par ailleurs que les ménages dirigés par une femme sont en moyenne désavantagés économiquement, voire dans une situation plus précaire. Des éléments d'explication peuvent être avancés : les femmes, en général, investissent davantage que les hommes dans leurs enfants, que ce soit en termes de temps, d'argent ou de soutien affectif, et cela est particulièrement vrai en matière d'éducation ; on peut penser qu'ayant été elles-mêmes, dans l'ensemble, victimes d'une sous-scolarisation, les femmes perçoivent mieux que les hommes l'enjeu de l'instruction pour le devenir de leurs enfants ; en outre, leur attente est forte d'un "retour sur investissement" lorsque leurs enfants auront un emploi. La confirmation d'un tel résultat peut alors amener à nuancer le poids de la contrainte financière, en posant aussi le problème en terme de gestion des ressources et de choix opérés par les hommes et par les femmes.

Des différences de scolarisation entre garçons et filles (et en fonction de leur statut familial) aux différences de pratiques scolaires entre hommes et femmes, se trouve ainsi posée la problématique de la scolarisation sous l'angle du genre, des rapports entre sexes. Une question fondamentale, qui dépasse le seul cadre

éducatif, et touche au cœur du fonctionnement des sociétés.

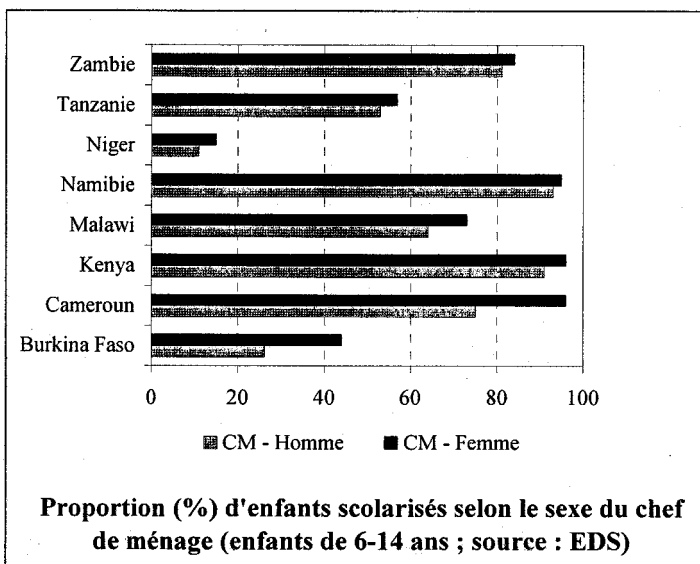
Une sélectivité sociale croissante...

En dépit du développement spatial de l'offre scolaire, qui profite nécessairement aux populations rurales, on observe une sélectivité sociale croissante des systèmes éducatifs, au profit des familles urbaines économiquement aisées. Au Burkina Faso, par exemple, si les enfants de cultivateurs et d'éleveurs sont nettement majoritaires dans le primaire (et de manière croissante), leur représentation diminue au fur et à

mesure que l'on progresse dans le système scolaire ; ils sont devenus minoritaires dans le secondaire et surtout dans l'enseignement privé.

Dans un contexte global de désengagement de l'État et de "privatisation" croissante du secteur éducatif, plus que jamais c'est bien la finalité de l'éducation qui est en jeu : quelle école, pour quel développement et pour quelle société ?

Marc PILON
Démographe
IRD-UERD, Ouagadougou



Pour en savoir plus...

PILON M., 1996. – "Genre et scolarisation des enfants en Afrique", in : LOCOH T., LABOURIE-RACAPÉ A. et TICHIT C. (éds.), *Genre et développement : des pistes à suivre*, p. 25-34. – Paris, CEPED, 154 p. ("Les Documents et Manuels du CEPED" n° 5).

LANGE M.-F. (éd.), 1998. – *L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*. – Paris, Karthala, 254 p.

CEPED/UEPA/UNESCO, 1999. – *Guide d'exploitation et d'analyse des données de recensement et d'enquêtes en matière de scolarisation*. – Paris, 103 p. ("Les Documents et Manuels du CEPED" n° 9).

PILON M. et YARO Y. (éds.), 2001. – *La demande d'éducation en Afrique : état des connaissances et perspectives de recherches*. – Dakar, UEPA, 221 p.